

COMMUNIQUÉ

Quand l'histoire du monde ouvrier devient celle des Compagnons du Devoir : triste programme pour les bacs pros !

Bâclés en deux mois, les premiers projets de programme d'histoire-géographie de la voie professionnelle montraient déjà la volonté ministérielle de formater les futurs salarié·es, pour leur faire accepter, sans recul ni critique une certaine idée de la marche du monde, libérale et mondialisée.

Après les pseudo-consultations des organisations syndicales et des enseignant·es, la nouvelle version des programmes évolue dans un sens qui prend bien peu en compte les remarques des professionnels.

En effet, si le programme d'histoire en CAP est allégé en repères et notions, de très « politique et institutionnel » il n'est plus que « politique et institutionnel ». Droits sociaux, dont le droit de grève, comme transformations économiques et sociales disparaissent. Exit les savoirs équilibrés et émancipateurs. Rien sur un enseignement de *La place des femmes dans l'histoire* alors que l'égalité est une prétendue grande cause nationale. En réalité ces programmes sont du « bourrage de crâne » pour des jeunes qui présentent des difficultés sociales et scolaires et pour qui l'école est souvent le seul levier émancipateur.

Pour les bacs pros, le SNUEP-FSU avait dénoncé l'évolution, tant en histoire qu'en géographie, vers une approche économique et commerciale, aux dépens d'une approche sociale et environnementale. Même si les programmes pour les classes de 1^{re} et de terminale n'ont pas été rédigés, le SNUEP-FSU avait fortement alerté sur la disparition de l'histoire du monde ouvrier, pourtant un des atouts du programme actuel.

Face à cette contestation, le ministre a ajouté l'histoire du compagnonnage au XIX^e siècle. Mais il ne dupe personne. Cette mise en perspective historique est à l'opposé d'un enseignement des luttes ouvrières et des acquis que celles-ci ont permis. En réalité, l'étude du compagnonnage sert à justifier son dispositif rejeté par la profession : le fameux chef d'œuvre !

La formation ouvrière sur le modèle d'un apprentissage élitiste, sélectif, est plébiscité. Les enseignant·es devront évoquer le livret ouvrier, instrument contractuel de soumission des jeunes travailleurs et travailleuses aux patrons, et outil de surveillance contre les coalitions ouvrières. Entre « cayenne » et « Devoirs », les Droits n'auront plus leur place dans ces nouveaux programmes.

Le SNUEP-FSU dénonce ce détournement de l'histoire ouvrière et cette instrumentalisation des contenus d'enseignement aux services des idéologies libérales menées par le gouvernement.

Le SNUEP-FSU s'oppose fortement à ces programmes et continuera d'exiger des contenus d'enseignement ambitieux où l'histoire enseignée est au service de la connaissance et de l'émancipation, et non pas au service des dominants.